

Séminaire Diversité des langues et poétique de l’histoire – #3

Quelle société de la connaissance ? Vocabulaire et institution/s

IndeA, Centre de recherche sur l’Inde Anglophone, Université de Rennes II (composante de l’UPRES/EA 1796 – A.C.E.), et Le texte étranger, groupe de la recherche en littérature anglaise, Université Paris 8 (composante de l’UPRES/EA 1569 – Transferts critiques et dynamique des savoirs, domaine anglophone), s’associent pour explorer les points névralgiques qui se trouvent à l’intersection de leurs démarches respectives : présence de l’étranger dans le texte ; émergence d’une langue autre par effet de bilinguisme et feuilletage de l’histoire coloniale et postcoloniale ; le littéraire comme travail de l’altérité dans la langue ; poétique du politique.

1. Quels vocabulaires pour quelles institutions, pour quelle « société de la connaissance » ?

En 2005-2006, le séminaire IndeA-Le texte étranger portait sur les conceptions de l’histoire et de l’historicité qui se dégagent de diverses conceptions du langage, et leur interaction dans la théorie poétique, et les théories postcoloniales. Le point signifiant de la littérature nous semblait émerger dans ce qui est une poétique de l’histoire : une historicité pensée dans le continu de la diversité des langues, plutôt que dans la rupture « énochale » instituée par une conception radicalement autre de l’histoire des peuples et des nations. La pensée « énochale » institue l’exception, l’événement, comme lieux et moments sacrifiés de l’histoire et de l’identité. La poétique de l’histoire met en avant une historicité pensée comme re-travail constant de valeurs par les langues, plutôt que l’uniformité d’ères et de sens assignés à des événements césures.

Cette recherche est à la fois un moment d’investigation et de démonstration de la portée politique de l’énonciation littéraire – ou pas : du lien fondamental entre l’épanouissement d’une pensée du dire et l’enrichissement du débat démocratique. Il n’est donc pas anodin que nos travaux aient été interrompus en 2006 par des manifestations et réactions dans les universités contre un projet de loi sur le « Contrat Première embauche ». On a beaucoup dit que ces manifestations étudiantes avaient pour objet tout autre chose que cette loi même : comment, faute de diagnostic et d’estime politique pour un « symptôme » de la vie démocratique, en vient-on à l’institution de valeurs mirages avec lesquelles la société prétend combler ses propres manques ? Ainsi ce mouvement aurait eu pour seule explication l’anxiété de « l’insertion sur le marché du travail », argument qui sert de levier aujourd’hui à la réforme des universités et de la recherche.

Cette réflexion reprend, pour moi, le fil d’un travail initié depuis quelques années, sur ce que je nomme idéologie : une vision politique de la « culture » telle que la définit Raymond Williams dans la mouvance des « cultural studies » : la production, la diffusion et l’entretien de ce que l’on appelle les « idées reçues », ou les cadres de pensée plus ou moins ouverts dans lesquels se dessinent l’avenir des sociétés. Ainsi de récents sondages sur l’image

de l'école publique révèlent que la moitié des Français estime que l'école ne prépare pas correctement « au marché du travail », et que c'est là une de ses grandes défaillances. La question même est confortée dans sa validité par la réponse ; pourtant, sans tomber dans une caricaturale opposition entre apprentissage « pratique » et apprentissage « théorique », on peut s'inquiéter de cette nouvelle définition des finalités de l'école « de la république » : l'école doit-elle former les esprits, être le lieu de développement de la pensée ? Ou est-elle lieu de formation AU marché (notons que dans cette expression le complément d'objet disparaît ; les sujets de l'apprentissage disparaissent, seul reste la mention de leur destination finale, le lieu de leur utilité).

Cet exemple n'est pas qu'une illustration du phénomène idéologique : il pointe une institution, l'école, qui est au cœur du problème car elle est le socle de cette relation entre pouvoir et pensée ; entre LES institutions d'une société et son fonctionnement politique. Comment l'idéologie se translate-t-elle vers les institutions, à travers les actions gouvernementales ciblant la connaissance et à sa transmission ?

Si dans le cas de l'école, l'organisation institutionnelle en vient à phagocyter les finalités politiques de l'institution, à la fois dans les faits et dans les esprits des personnes qui la fréquentent, cette interaction est moins visible dans la pratique de la recherche. Pourtant les discours culturels, véhiculés et accélérés par les moyens contemporains – communication électronique, médiatisation qui oriente et désoriente les priorités, qui crée une confusion entre éthique et émotionnel – ont un impact non seulement sur ce que l'on appelle la « valorisation » de la recherche, mais sur les objets mêmes de la recherche.

C'est ce phénomène que je voudrais explorer à travers notre question programmatique : comment les objets et la pratique de la recherche, comment les disciplines mêmes, en particulier dans les Sciences humaines et sociales, mais aussi dans les sciences « dures », sont-ils nourris par le discours idéologique, produits partiels de ce discours ? Comment, parallèlement, certaines valeurs sont-elles destituées au point de ne plus être même interrogées ? (celle, par exemple, de la pensée « hors marché », pour l'école de la république) L'usage des mots-clés comme paramètres de classement et d'évaluation tout à la fois révèle la connexion entre « valeurs » de la recherche et opinion publique comme étalon des valeurs.

Dans *Google-moi*, Barbara Cassin trace le fil qui relie la pratique bibliométrique – mise en ordre de la masse de production des savoirs du monde, hiérarchisation et tri, en un mot, ORGANISATION de la culture – et les pratiques de la démocratie. La culture pour tous, la hiérarchisation des savoirs pour tous, ce n'est pourtant pas la démocratie car cette hiérarchisation et son calcul sont institués par des données pré-établies, issues du ventre de la machine... Cette pratique profondément politique a une influence directe sur les pratiques de la recherche et la « normalisation » de certaines techniques, qui ne répondent aucunement à une nécessité disciplinaire ou épistémologique, mais sont provoquées par la nécessité d'être coté, classé, d'améliorer l' « impact factor » et de répondre aux invisibles lois des moteurs de recherche. Parmi ces pratiques : la citation et l'annotation, à développer dans les articles français ; « la martingale gagnante, tant qu'on n'a pas changé les règles, consiste pour 'nous' par exemple à publier et à faire publier en anglais sur des sujets porteurs, au sein d'un regroupement institutionnel constituant une masse critique à label unique, des opinions paradoxales par rapport auxquelles les chercheurs du domaines seront contraints de se positionner en bien ou en mal (peu importe du moment que c'est cité), dans les revues les mieux cotées appartenant au corpus. Il faut et il suffit de prendre l'instrument de contrôle comme objectif de son activité... » (*Google-moi*, p. 101). Entre les « sujets porteurs » pour les chercheurs, et « la préparation au marché du travail » pour l'école, la distance, on le voit, se resserre.

Il est frappant que la démocratie soit constamment invoquée dans les justifications des créateurs de Google et de PageRank (le système de classement que le moteur utilise) : démocratie se fonde dans « popularité » ou « opinion partagée », et « valeur » (d'une information, d'une création) est supplanté par « répétition ». Barbara Cassin met en lumière les contours d'un système qui est tout à la fois formateur d'opinion et qui légitime ses sélections en se référant à l'opinion comme critère : un système éminemment idéologique et non démocratique. Je le rapprocherai des dispositions prises par les « idéologues » post-révolutionnaires pour instituer le savoir dans la nouvelle République française, et créer les conditions d'instruction de « citoyens éclairés », compétents en quelque sorte pour « fortifier un gouvernement républicain, c'est-à-dire un gouvernement fondé sur l' 'opinion' ; ce sont les institutions éducatives, rationnellement élaborées, qui donneront au peuple l'habitude de la raison, véritable garde-fou contre les délires de la passion raisonnée » (François Azouvi, *L'Institution de la raison*, Paris : Vrin/EHESS, 1989, p. 15). Ce qui est en question, ce n'est pas la mission de formation (« mission » qui est le terme choisi par les créateurs de Google également), mais l'idée de l'organisation d'une bonne et unique façon de pensée, selon des critères politiquement déterminés : « Puisqu'il n'y a qu'une seule manière de bien penser, et qu'il n'y a personne qui ne pense bien sur quelques objets, on a le droit de conclure qu'alors qu'on aura appris à tous comment ils pensent, lorsqu'ils pensent bien, tous pourront porter leur pensée sur les objets qu'ils auront intérêt à connaître et toujours avec la même justesse et le même succès » (Garat, cité in *Centenaire de l'Ecole normale de l'an III (1795-1895)*, Paris, Hachette, 1895 ; in Azouvi, p. 43).

Ainsi s'inscrit l'institution de la « raison » dans les institutions de la République : peut-être la France, de par l'héritage de la Révolution, a-t-elle noué une relation particulièrement visible entre ce travail d'institutionnalisation et les pratiques du savoir. « Mondialisation » et Google obligent, les pratiques d'évaluation et donc d'orientation de la recherche s'uniformisent, se « normalisent » maintenant au-delà des frontières.

Je situe là le nœud entre notre travail de la session dernière, sur la poétique de l'histoire et celui que nous initiions, sur les termes de l'institution de la connaissance : la paralysie des concepts inhérente à cette idée de « la seule manière de penser » est très précisément une négation de l'historicité. Elle s'articule donc inévitablement sur une relégation de l'art à une place hors-signification : une assignation à la place de l'accessoire esthétique, ou spirituel, mais nécessairement hors-politique. Car l'art, le langage, et les langues, ainsi que le marque minutieusement Emile Benveniste dans *Le vocabulaire des institutions indo-européennes*, sont à la fois les marqueurs et les moteurs de l'histoire.

Il ne s'agit pas, bien au contraire, de jouer à la traque étymologiste pour faire émerger une « vérité » politique ou un agenda caché : mais de comprendre comment les termes de la recherche jouent sur l'institution de pratiques et de domaines, voire de disciplines, dont l'existence et bien évidemment le reflet d'une politique : on pourrait repartir du glissement des « Commonwealth Studies » vers le « Postcolonial » ; du « développement » au « développement durable » ; mais aussi, dans un registre plus brûlant, les méta-discours du savoir, de la « bataille de l'intelligence » à la « société de la connaissance ».

Klemperer remarque dans *LTI* à quel point ces usages linguistiques sont les formes mêmes de la pensée, les rails de l'idéologie : la reformulation ne permet pas de faire émerger des concepts de ces expressions, et pour cause. Ce n'est pas le « mot isolé » qui porte le sens, mais la situation d'énonciation qui charge le mot ; les termes « automatiques », à la mode, idéologiquement chargés, sont répétés non pas tant pour le sens qu'ils véhiculent, mais pour la *situation* que leur énonciation reproduit.

« Je me souviens exactement de l'instant et du mot qui fait que mon intérêt philologique s'est étendu – ou devrais-je dire restreint ? – du littéraire au linguistique.

Soudain, le contexte littéraire devient sans importance et se perd, on fixe son attention sur un mot ou sur une forme isolés. Car, sous le mot isolé, c'est la pensée d'une époque qu'on découvre, la pensée générale où se niche celle de l'individu, la seconde étant influencée, peut-être même guidée, par la première. Il est vrai qu'un mot ou une tournure peuvent avoir, selon le contexte dans lequel ils apparaissent, des significations extrêmement différentes, voire diamétralement opposées, et c'est ainsi que j'en reviens quand même à l'aspect littéraire, au tout que forme le texte que j'ai sous les yeux. Il faut un éclairage réciproque, le mot isolé et le document dans son intégralité comme contre-épreuve l'un de l'autre... » *LTI*, p. 199.

E.L.B.

2. *Quelle société, par quelle connaissance ?*

La première tâche de ce nouveau moment du séminaire doit être de rendre compte du trajet parcouru entre la problématique de l'histoire qui avait été choisie comme pôle du travail à la rentrée 2005, et la question sur laquelle nous débouchons deux ans plus tard : c'est que dans ce temps d'écoute du présent par une poétique de l'étranger, de nouveaux rapports signifiants actifs dans le milieu culturel et politique actuel sont devenus autrement audibles ; que les implications d'une orthodoxie de l'interculturel, que nous mettons en jeu par la question de l'histoire (l'historicité du langage) en tant qu'elle fait immanquablement le départ entre les réifications essentialistes et les dynamiques de « la vie des peuples » (Saussure), sont entrées en cohérence claire avec des enjeux politiques mondiaux qu'on trouve ramassés dans la formule de « la société de la connaissance ». C'est ce nœud d'enjeux contemporains, où s'engagent mutuellement des pans culturels et politiques déterminants pour le quotidien universitaire et démocratique, que nous voulons sonder, en l'interrogeant par la question du langage – c'est-à-dire, selon l'orientation constitutive du séminaire, par celle de la diversité des langues et de l'altérité du poème.

Il s'agit de la politique actuelle du savoir, et de ce que Barbara Cassin appelle une « régulation du langage », toutes deux ayant à s'analyser sur un fond de mondialisation : un coup d'actualisation étourdissant de la problématique du savoir-pouvoir lancée par Foucault, et manifesté dans les formes d'un coup d'accélération du « capitalisme cognitif »¹. Ces orientations mettent en crise à la fois les modes universitaires et disciplinaires en place, et les conceptions de la nation et du rapport entre les nations, soit le rapport culturel-politique : on en est donc en France à la fois à devoir « sauver la recherche » de la politique de l'« excellence »², et à répondre d'un coup de frein à la constitution d'une Europe où la rationalité économiste libérale prime trop évidemment sur la construction culturelle et politique. Mais l'Europe « société de la connaissance » est bien toujours à l'ordre du jour, orientée par Bruxelles dans le sens d'une compétitivité sur la scène mondialisée, où une économie postindustrielle ou post-*hardware* fait entrer le savoir dans un système de la valeur révolutionné³. Cette orientation est inscrite dans les réformes des universités, de la recherche,

¹ L'expression fonctionne synonymiquement avec « société de la connaissance », en marquant un changement de point de vue idéologique. Pour référence toute récente : *Le Capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*, Yann Moulier-Boutang, Amsterdam, 2007.

² Mot clé, on l'aura reconnu, de l'idéologie dominante quand elle décline son système de la valeur sur le secteur des biens symboliques et scientifiques, sur fond de compétitivité mondialisée – par exemple : le programme *Excellenz-Initiativ* lancé par le gouvernement allemand (qui abonde le financement des universités selon une évaluation qui consiste en un classement concurrentiel). On peut noter qu'à la première vague de distribution, parmi les trois universités retenues pour être marquée au label de l'« excellence », deux sont spécialisées en sciences physiques, et aucun programme en sciences humaines et sociales n'est inclus.

³ Pour mémoire, la formulation officielle de la stratégie de Lisbonne (2000), mise en œuvre du Processus de Bologne (harmonisation des systèmes d'enseignement supérieur en Europe) : faire de l'Union européenne

et de l'enseignement où nous engage le gouvernement français en cet été 2007. Elle forme le contexte dans lequel nous avons à fabriquer de la valeur sociale et culturelle, et à imaginer une disciplinarité qui sache frayer des lignes de fuite dans ce compact de discours-savoir-pouvoir (et ses langues de bois, massues idéologiques), pour « la vie des peuples » – par un retravail de la notion d'Europe par exemple, et bien sûr au moins de celle d'une notion de « connaissance » qui interroge en retour les façons de pratiquer la « société ».

En 1980, la fondation de la revue *Le Débat* par l'historien Pierre Nora se faisait sur la dynamique d'un refus des « sciences humaines », mode poststructuraliste du savoir et outil des « *Maîtres penseurs* » de 68⁴, et pour appeler à une nouvelle articulation du savoir au débat démocratique : en posant bien la question en termes de l'autorité politique des intellectuels dans « l'organisation complexe du marché des biens symboliques », demander moins de « République des Lettres » et plus de « République *dans* les Lettres »⁵ ; une nouvelle responsabilité intellectuelle. Je trouve intéressant de noter que dans le débat public contemporain autour des savoirs, du sens et de la valeur, la bannière « sciences humaines » sert maintenant à tout un pan de la connaissance – dont la dévalorisation fait orthodoxie majoritaire depuis la dernière campagne d'élections présidentielles –, pour marquer son identité au regard de la société, et élaborer la défense de ses réalisations institutionnelles. Je pense au colloque organisé par le Conseil scientifique de Paris 8 autour de la question « A quoi servent les sciences humaines ? » (juin 2007, et programme de travaux jusqu'en 2009) ; à l'introduction à effet de manifeste – pour une « *politique d'auteurs* » (souligné dans le texte) – du récent *Dictionnaire des sciences humaines* (dirigé par Sylvie Mesure et Patrick Savidan, paru aux PUF en octobre 2006) ; aux mobilisations des sections Sciences humaines et sociales du CNRS...

Ma proposition ici sera qu'une prise critique sur les enjeux est possible – continue d'être possible, ou de créer des possibles – par la question de la disciplinarité. Et l'entrée dans son histoire. Sans trop craindre l'intempestif, puisqu'on sait ses ressources pour l'historicité, je prends le fil par la philologie et ses savoirs discursifs ; et par leur remise en jeu par Barbara Cassin⁶ dans le sens d'une analyse critique incisive des nouveaux modèles intellectuels dont la domination idéologique s'installe, par la mondialisation de l'anglais (contre la traduction, cœur du travail culturel philologique) et par le formatage des connaissances par le « moteur de recherche » (le calcul algorithmique Google, contre la création langagière du sens). J'ajoute : par la croissance, transnationale et offensive, d'une industrie du concept et du conseil (et de la formation supérieure), qui déporte vers les *think tanks* et le *knowledge management* la légitimité sociale du savoir. Sur les lignes de tension entre traduction et communication, auteur-œuvre et information, « démocratie culturelle » et « démocratie du clic », et au bout du compte éthique historique et moralisme du consensus (soit : la valeur en création et « les valeurs », ce nouveau combiné de l'économisme et du moralisme), chaque fois, il s'agit de savoir *quelle* société fabriquent un mode sémantico-cognitif et ses dispositifs. Quel savoir, pour quel humain.

Je veux suivre ces frayages nouveaux de la philologie, qui éclairent autrement le *topos* historiographique selon lequel la pensée des sociétés humaines (parlantes) est entrée dans sa

« l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici 2010 ». La formule est rappelée par Christophe Charle, « Faut-il coter les facultés européennes ? » (*Le Monde diplomatique*, septembre 2007, p. 8).

⁴ Les italiques sont dans le texte – l'allusion regarde vers le livre d'André Glucksman, qui date de 1977.

⁵ Pierre Nora, « Que peuvent les intellectuels », *Le Débat*, 1, mai 1980, pp. 3-19, p. 11.

⁶ y compris parce qu'elle se fait pour elle en se dégageant avec facilité de l'« obstacle épistémologique » que Benveniste avait déjà identifié dans le scientisme sémiotique, et par une réactualisation « philosophiste » (*L'Effet sophistique*, p. 555 par ex.) vive de la pensée du langage et du politique, joyeusement critique et de la réaction néo-kantienne de Ferry et Renaut aux « philosophistes » « des sixties » (*La Pensée* 68, 1985, pp. 53 et 24), et de la morale communicationnelle (dont le concept néo-humaniste du débat tel que le propose *Le Débat*).

modernité en se détournant du comparatisme historique (philologique), pour construire le paradigme du « général » (inauguré par la linguistique structuraliste, synchronique). Cette reprise du rapport de culture entre le langage et les langues, entre l'humain et « la vie des peuples », longtemps ou souvent masqué par une orthodoxie qui formalise la linguistique saussurienne, me met devant les yeux un rapport et des termes que je n'avais plus entendus, longtemps : vocabulaire et institution. Langage et valeur. La « philosophistie » de B. Cassin (celle de *L'Effet sophistique*, 1995, et du *Vocabulaire européen des philosophies. Dictionnaire des intraduisibles*, B. Cassin dir., 2004, mais aussi de *Google-moi. La deuxième mission de l'Amérique*, 2007), réveille pour moi la lecture du travail de Benveniste sur *Le Vocabulaire des institutions indo-européennes* (1969) et ce qui est en jeu dans sa « culturologie » : deux inventions disciplinaires, qui fouillent ce rapport archéologique, textuel, aux savoirs du langage, en y dépliant une force d'historicité, force politique, étonnante : à cultiver pour élaborer, en « littéraires », une participation critique aux débats contemporains cruciaux sur les politiques du savoir – en France, en Europe et dans le monde –, qui s'entrelacent aux géopolitiques des langues. Question de la valeur de la valeur, et son quotidien dissensuel.

C.J.

3. Repères bibliographiques

- Arendt, Hannah. *La Crise de la culture. Huit exercices de pensée politique* (trad. sous la direction de Patrick Lévy). Paris : Gallimard, 1972.
- . *La Condition de l'homme moderne* (trad. Georges Fradier, préf. Paul Ricoeur). Paris : Presses Pocket, 1988.
- Azouvi, François. *L'Institution de la raison*. Paris : Vrin/EHESS, 1989.
- Benveniste, Emile. *Vocabulaire des institutions indo-européennes*. Paris : Minuit, 1969.
- . *Problèmes de linguistique générale*. Paris : Gallimard, 1966 (vol. 1), et 1974 (vol. 2).
- Cassin, Barbara. *L'Effet sophistique*. Paris : Gallimard, 1995.
- . *Google-moi. La deuxième mission de l'Amérique*. Paris : Albin Michel, 2007.
- Cassin, Barbara (dir.). *Vocabulaire européen des philosophies. Dictionnaire des intraduisibles*. Paris : Le Robert/Seuil, 2004.
- Foucault, Michel. *Les Mots et les choses* (1966), *L'Archéologie du savoir* (1969), *L'Ordre du discours* (1971), *Surveiller et punir* (1975),
- Kahin, Brian & Dominique Foray (eds). *Advancing Knowledge and the Knowledge Economy*. MIT Press : Cambridge Mass., 2006.
- Klempner, Victor. *LTI, la langue du IIIe Reich. Carnets d'un philologue* (1947. Trad. Elisabeth Guillot). Paris : Albin Michel, 1996.
- Lévy, Maurice & Jean-Pierre Jouyet. *L'Économie de l'immatériel. La croissance de demain. Rapport de la Commission sur l'économie de l'immatériel*, mars 2006. Téléchargeable sur Internet à l'adresse :
http://www.minefi.gouv.fr/directions_services/sircom/technologies_info/immatériel/immatériel.pdf
- Moulier-Boutang, Yann. *Le Capitalisme cognitif. La nouvelle grande transformation*. Paris : Amsterdam, 2007.
- Salmon, Christian. *Storytelling. La machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*. Paris : La Découverte, 2007.
- Tocqueville, Alexis de. *De la démocratie en Amérique* (1935). Paris : Gallimard, 1961.